Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, dans "Les Echos" du 13 février 2013, sur la diplomatie économique, l'intervention militaire française au Mali et sur la situation en Syrie.

2013-02-13

Q - Vous avez fait de la diplomatie économique une priorité de votre action au ministère. Quels sont vos objectifs ?

R - Une clef de voûte de notre prospérité et de notre influence, c'est l'économie. Le ministère des affaires étrangères, présent dans le monde entier, a pour mission sur le long terme de renforcer notre influence, il s'occupe également des crises : dans ces conditions, il aurait été étonnant qu'il ne se préoccupe pas d'économie. J'ai donc assigné comme mission prioritaire à notre réseau, à nos ambassadeurs, de soutenir au maximum notre effort de redressement. Bien sûr, l'administration ne remplace pas les entreprises, mais le Quai d'Orsay doit leur être grand ouvert et les appuyer. C'est ce qu'il fait. Cette action est complémentaire de notre présence internationale politique, éducative, culturelle, scientifique.

Q - La diplomatie économique n'est pas une chose nouvelle. Quelle est votre méthode ?

R - Effectivement, cela fait longtemps que nos diplomates s'y impliquent ; désormais, c'est une priorité. Nos ambassadeurs ont reçu mandat d'inclure systématiquement dans leur plan d'action un volet économique, avec des objectifs précis. Ils créent localement à leurs côtés un conseil économique, à l'écoute des entreprises. Au Quai d'Orsay, une nouvelle direction des entreprises travaille en interface avec celles-ci, avec bien sûr les autres administrations spécialisées et avec les organisations professionnelles. Néanmoins, j'ai nommé un représentant spécial dans des pays à enjeux spécifiques, comme l'Algérie, la Chine, les Émirats arabes unis, l'Inde, le Japon, le Mexique, la Russie. Je mets à disposition des présidents de région qui le souhaitent des «ambassadeurs pour les régions» afin de faciliter la présence française à l'étranger, notamment celle des PME. Sur un autre plan, nous allons simplifier les visas pour certains publics cibles. Plus largement, nous adaptons notre réseau diplomatique à la nouvelle géographie économique du monde. Et beaucoup d'autres initiatives, qui constituent cette «diplomatie économique» indispensable.

Q - Vous voulez aussi attirer des investisseurs étrangers en France. La déclaration du ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, à l'automne contre Mittal ne porte-t-

elle pas atteinte à cette politique ?

R - Je ne sais si l'exemple de Mittal est le plus représentatif. Plus généralement, nous voulons encourager les investisseurs étrangers en France et nos entrepreneurs français partout.

Q - Comment redresser la barre alors que la France traverse une forte crise ?

R - C'est précisément la stratégie de François Hollande, de Jean-Marc Ayrault et du gouvernement. Attention : nous ne traversons pas seulement une crise comme certains le disent, nous vivons un véritable changement du monde. L'Europe, la France, n'occupent plus la même place qu'avant dans une compétition internationale devenue féroce, les questions environnementales transforment les enjeux de la planète, le travail et l'emploi changent de nature, les pays qui réussissent sont ceux qui investissent dans l'éducation, la recherche... Ce changement du monde, c'est à ce quinquennat-ci et à cette équipe-ci d'y faire face, en agissant pour redresser avec équité la France. Voilà le grand défi.

Q - N'avons-nous pas aussi un problème de change à régler ?

R - Il existe, même si ce n'est pas notre seul problème. L'alternative monétaire actuelle est en effet redoutable : quand la situation européenne s'améliore, l'euro devient cher, ce qui pénalise notre redressement, et il ne se modère que lorsque l'Europe traverse... une crise. Il faudrait une vraie politique de change. Elle est possible, elle est même prévue par les textes et nullement contradictoire avec l'indépendance de la Banque centrale européenne. Regardez la Réserve fédérale américaine, la Fed : elle est indépendante, mais il se trouve que le niveau du dollar évolue toujours dans l'intérêt de l'économie américaine. Nous n'en demandons pas plus. Nous voulons que les pratiques monétaires internationales soient équitables.

Q - L'Allemagne partage-t-elle ce point de vue ?

R - Grâce à la qualité et au niveau de gamme de ses produits, l'Allemagne est excellente à l'export, même avec un euro cher. Mais ses principaux clients se trouvent en Europe et leur santé conditionne la sienne sur le long terme. L'intérêt de chacun, y compris les Allemands, est donc que le reste de l'Europe se porte bien et que l'euro se situe à son bon niveau.

Q - La France s'est engagée dans une opération militaire au Mali. Est-elle terminée ?

R - Non. Nous n'avons pas vocation à demeurer éternellement au Mali, mais il nous reste un certain nombre d'actions à mener, surtout au Nord. Nous l'avons dit dès le début : ce sont les Africains et les Maliens qui vont progressivement prendre la suite. Ils doivent être les garants de la sécurité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Mali. Peu à peu, nous devrons passer le relais à la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali sous conduite

africaine). Pour réussir, il faut agir sur trois volets : sécurité, certes, mais aussi politique et développement. Un dialogue démocratique doit intervenir entre le Nord et le Sud, et des élections avoir lieu - prévues pour juillet par la feuille de route des autorités maliennes. La question du développement est décisive car le Mali, comme plusieurs pays voisins, est pauvre. C'est pourquoi la France et l'Europe ont décidé de reprendre leur aide civile.

Q - Cette intervention change-t-elle durablement la donne de la politique française en Afrique ?

R - La quasi-totalité de la communauté internationale soutient la démarche française. Tous ont compris que la lutte contre les groupes terroristes concerne chacun. Ils savent que si nos soldats n'étaient pas intervenus, non seulement l'État malien tombait sous la coupe des groupes terroristes, mais la sous-région était menacée et, par contrecoup, l'Europe. Nous croyons beaucoup à ce continent du futur qu'est l'Afrique. Nous voulons pratiquer avec lui un partenariat exemplaire. J'ai été impressionné d'entendre, lors de réunions internationales récentes, plusieurs chefs d'État et de gouvernement africains conclure leur intervention par un chaleureux «vive la France». Ils soutiennent le type de partenariat que nous voulons établir. À nous, ensemble, de poursuivre.

Q - Avons-nous réduit le risque terroriste ?

R - Au Mali même, des opérations terroristes massives sont désormais difficiles, mais des actions individuelles sont possibles. Au Nigeria, par exemple, le groupe terroriste Boko Haram, dont les recrues se formaient en partie au Mali, continue de sévir. Il circule dans toute cette zone beaucoup d'armes, beaucoup d'argent, beaucoup de drogue. D'où la nécessité d'une action d'ensemble.

Q - L'Algérie ne reste-t-elle pas la clef ?

R - C'est un interlocuteur déterminant. Nos relations avec les dirigeants algériens sont très confiantes. Ils mesurent malheureusement plus que quiconque le coût dramatique du terrorisme. La «décennie noire» des années 1990 a fait chez eux plus de 150.000 morts. Agir contre ces groupes armés et rétablir l'intégrité du Mali, ce sont deux objectifs que nous partageons. L'attaque récente d'In Amenas a confirmé que le risque est transfrontalier. L'Algérie a fermé ses frontières, coupant ainsi des bases arrière. On ne peut pas composer avec ces groupes.

Q - En Syrie, les choses évoluent-elles ?

R - Tôt ou tard, Bachar Al-Assad tombera, mais chaque jour qui passe ajoute des centaines de morts. Plus cette situation dure, plus la violence s'exacerbe, avec le risque de renforcer les extrémistes. Il n'y a pas d'autre bon choix que de soutenir la Coalition nationale de l'opposition, qui incarne l'alternative crédible. Pour le moment, sur le terrain, les rapports de

force évoluent peu, mais, politiquement, on constate certains mouvements positifs. Le président de la coalition, Moaz al-Khatib, un homme remarquable, a adopté une position courageuse en acceptant de dialoguer avec certains de ses adversaires. Des contacts existent également avec les Russes. Ces indications vont dans la bonne direction. Elles doivent être encouragées.

Q - La France est-elle favorable à une levée partielle de l'embargo européen sur les armes afin d'aider l'opposition ?

R - La difficulté est réelle : laisser l'opposition sans capacité de défense face aux chars et à l'aviation, alors que Bachar Al-Assad continue d'être alimenté en armes, c'est risquer un déséquilibre meurtrier. Mais, si des armes sont livrées, dans quelles mains vont-elles tomber ? La question devra être réexaminée prochainement par les 27 États européens.

Q - Quel est votre jugement deux ans après le début du Printemps arabe ?

R - Depuis le début, nous savons que les révolutions s'inscrivent toutes dans la durée et ne sont jamais linéaires. En Égypte, la situation économique et sociale est critique et les tensions politiques fortes. On pensait que le Printemps arabe rencontrerait moins de difficultés en Tunisie qu'ailleurs, mais il reste visiblement du chemin à parcourir. Partout, sans ingérence de notre part, nous appelons au dialogue et récusons les violences. Nous aidons ces pays, mais nous insistons sur le nécessaire respect par eux de certains principes, en particulier la possibilité de l'alternance : c'est ce que j'appelle le ticket de retour. Il est indispensable.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 18 février 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187140-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-dans